



PRÉFET DE L'ARDÈCHE

Le Préfet

Privas, le 24 FEV. 2016

Monsieur le Maire

Madame la Directrice Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement de Rhône Alpes m'a rendu destinataire d'une étude de synthèse, relative à l'évaluation détaillée des aléas résultant des travaux miniers réalisés par le passé, sur le district appelé Saint Julien Molin-Molette qui exploitait du plomb et qui concerne votre commune.

Cette étude s'inscrit dans le cadre d'une démarche nationale d'inventaire des risques miniers, réalisée pour le compte de l'État par le groupement d'intérêt public GEODERIS, expert de l'administration dans le domaine de l'après-mine.

Conformément à la méthodologie nationale élaborée pour la définition des aléas miniers, l'évaluation détaillée des aléas est basée principalement sur une recherche et une analyse approfondie des archives relatives aux anciens travaux miniers (plans de travaux miniers, PV de visites, rapports, etc), complétée par des enquêtes de terrain afin de localiser les anciens ouvrages et de recueillir des informations complémentaires (traces des anciens ouvrages miniers, indices de désordres survenus, témoignages, etc). Sur la base de l'examen et l'analyse du recueil de toutes ces données, sont élaborées :

- des cartes dites « cartes informatives », qui positionnent en particulier les enveloppes de travaux, les tracés des galeries principales, les ouvrages débouchant au jour (entrées de galeries ou puits), les traces de désordres, etc.

- des cartes dites « carte des aléas miniers » de type mouvements de terrain (effondrement localisé, tassement, glissement...). Ces cartes permettent de délimiter les secteurs exposés à chacun des phénomènes potentiels.

Dans le cas de la présente étude, il ressort que votre commune est concernée par la présence d'une toute petite zone d'anciens travaux miniers qui est localisée au nord-ouest de votre commune en zone boisée et qui génèrent un aléa de type effondrement localisé de niveau faible.

Hôtel de Ville
70 place de la mairie
07340 CHARNAS

Cet aléa étant susceptible de mettre en cause la sécurité des biens et des personnes, il est nécessaire que les documents ci-joints soient versés au dossier d'urbanisme de votre commune et que ces informations, en complément des renseignements que vous détenez déjà, soient mis à profit par votre municipalité dans les choix qu'elle serait amenée à faire dans le cadre de ses attributions, notamment en matière d'occupation du sol.

Ainsi, en application de l'article R111-2 du code de l'urbanisme, dans les zones d'aléas identifiées précédemment, toute construction nouvelle ou modification substantielle du bâti est interdite. En revanche, certains projets peuvent être autorisés ; ils sont listés dans le tableau annexé au présent courrier ; ils sont fonction de la localisation du projet (zone urbanisée ou non urbanisée) et du type et niveau d'aléa impactant le projet. L'appréciation du caractère urbanisé de la zone se fera, au cas par cas, par le service « Prévention des Risques » de la DDT, qu'il conviendra de consulter pour analyse et avis pour chaque projet situé en zone d'aléa.

J'attire également votre attention sur le fait que la police des mines exercée par l'État ne s'applique plus, la sécurité de ces sites relevant aujourd'hui de la responsabilité des propriétaires des terrains de surface.

J'adresse copie du présent courrier à M. le Directeur Départemental des territoires et à Madame la Directrice Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, dont les agents demeurent à votre disposition pour toute information complémentaire qui vous paraîtrait utile.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'expression de mes sentiments distingués.

Le préfet,
Pour le préfet,
Le secrétaire général,



Paul-Marie CLAUDON

Annexe : Commune de Charnas

Zones	Zones non urbanisées bâties	Zones urbanisées*
Aléas et niveau	Aléa effondrement localisé de niveau faible (hors zone d'aléa liée aux puits),	Aléa effondrement localisé de niveau faible (hors zone d'aléa liée aux puits)
Projets	<ul style="list-style-type: none"> - la réalisation de clôtures - la construction d'annexes de plain-pied, non habitables, disjointes des bâtiments existants (sauf piscines enterrées) dans la limite d'une emprise au sol inférieur à 20 m² et sans étage, tels que les garages et abris de jardin. Les constructions pourront être réalisées en une ou plusieurs fois, et sous réserve de la limite des 20 m². 	<ul style="list-style-type: none"> - la réalisation de clôtures et terrasses désolidarisées des autres constructions - la construction d'annexes de plain-pied, non habitables, disjointes des bâtiments existants (sauf piscines enterrées) dans la limite d'une emprise au sol inférieur à 20 m² et sans étage, tels que les garages et abris de jardin. Les constructions pourront être réalisées en une ou plusieurs fois, et sous réserve de la limite des 20 m².
Projets nouveaux autorisés	/	<ul style="list-style-type: none"> - les travaux d'exhaussement, décaissement et remodelage de terrain limités à 1 mètre
Projets sur constructions existantes autorisés	/	<ul style="list-style-type: none"> - la création de zones de stationnement - la création de réseaux si impossible ailleurs, sous réserve qu'ils soient adaptables aux déformations - la reconstruction à l'identique d'une annexe non habitable sinistrée, si le sinistre est lié à d'autres causes que le sinistre minier - la reconstruction à l'identique d'une habitation sinistrée, si le sinistre est lié à d'autres causes que le sinistre minier - les travaux d'entretien courant et d'amélioration des bâtiments dans l'emprise au sol existante, tels que ravalement, changement de toiture, changement de fenêtre, création d'ouvertures, fermetures de balcons, mises aux normes...

**Le caractère urbanisé ou non d'un espace doit s'apprécier en fonction de la réalité. Il correspond à la photographie de l'état de l'urbanisation au moment de l'analyse du projet. L'analyse se base sur la continuité de l'occupation des sols qui permet de définir des zones d'urbanisation continue.*

<p>Projets sur constructions existantes autorisés</p>	<ul style="list-style-type: none"> - les travaux de réhabilitation légère visant à apporter des éléments de confort - les travaux d'isolation ou de récupération d'énergie, hors géothermie - les travaux ayant pour effet d'augmenter la sécurité des personnes ou des biens - l'aménagement des volumes existants (aménagement des combles...) sans création de logement supplémentaire - les travaux permettant l'accessibilité aux personnes handicapées sans modification de la structure porteuse et des fondations - les changements de destination sans accroissement de la vulnérabilité - les extensions latérales des bâtiments d'emprise au sol inférieure à 20 m² et sans accroissement de la vulnérabilité - les rehaussements pour permettre l'aménagement de combles sans création de logements supplémentaires et limités à un seul étage - les travaux relatifs au maintien de l'état des infrastructures tels que la rénovation des chaussées ou de la couche de roulement, la pose de barrières de sécurité, la mise aux normes des carrefours, etc. 	<ul style="list-style-type: none"> - les travaux de réhabilitation légère visant à apporter des éléments de confort - les travaux d'isolation ou de récupération d'énergie, hors géothermie - les travaux ayant pour effet d'augmenter la sécurité des personnes ou des biens - l'aménagement des volumes existants (aménagement des combles...) sans création de logement supplémentaire - les travaux permettant l'accessibilité aux personnes handicapées sans modification de la structure porteuse et des fondations - les changements de destination sans accroissement de la vulnérabilité - les extensions latérales des bâtiments d'emprise au sol inférieure à 20 m² et sans accroissement de la vulnérabilité - les rehaussements pour permettre l'aménagement de combles sans création de logements supplémentaires et limités à un seul étage - les travaux relatifs au maintien de l'état des infrastructures tels que la rénovation des chaussées ou de la couche de roulement, la pose de barrières de sécurité, la mise aux normes des carrefours, etc. - l'entretien et la mise aux normes des réseaux
--	--	---

Définition de « vulnérabilité » :

La destination 1 présente la vulnérabilité maximale.

Destinations par vulnérabilité décroissante :

1 – a) Destination : habitation

Sous-destinations : logement, hébergement

**Le caractère urbanisé ou non d'un espace doit s'apprécier en fonction de la réalité. Il correspond à la photographie de l'état de l'urbanisation au moment de l'analyse du projet. L'analyse se base sur la continuité de l'occupation des sols qui permet de définir des zones d'urbanisation continue.*

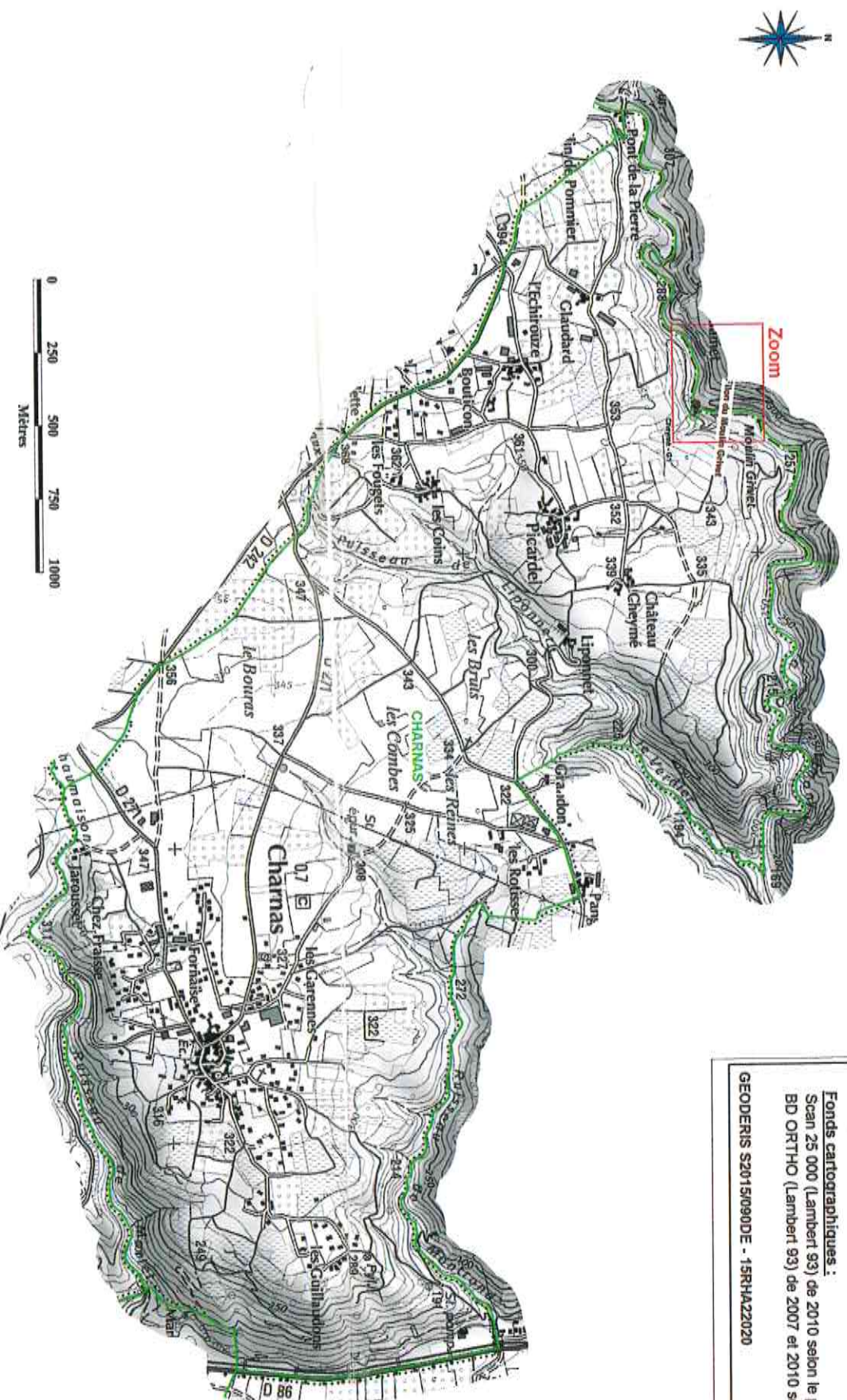
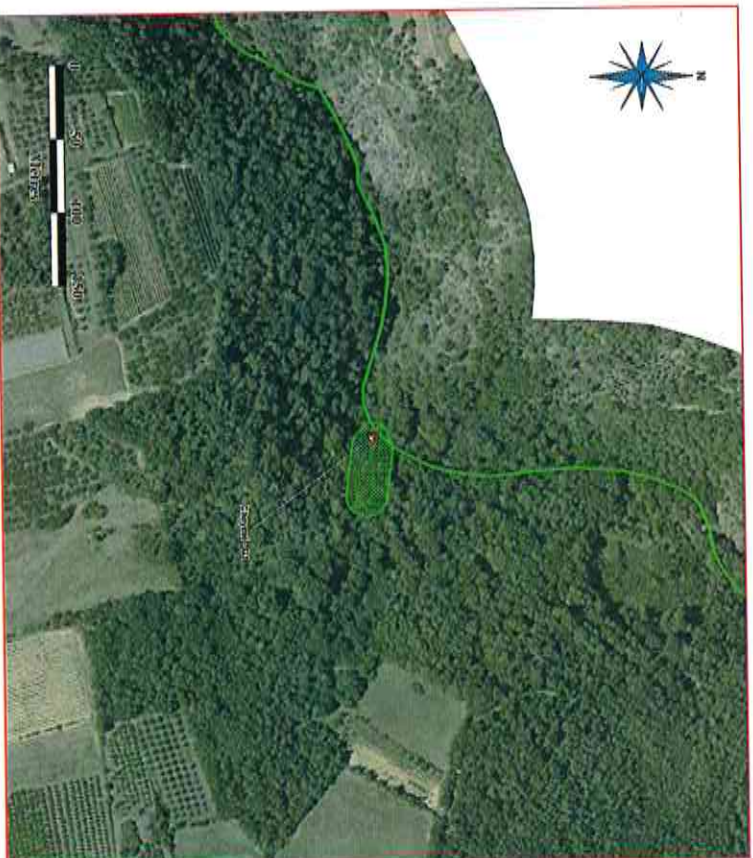
<p>b) Destination : commerce et activités de service</p> <p>Sous-destinations : hébergement hôtelier et touristique, cinéma</p> <p>c) Destination : équipement d'intérêt collectif et services publics</p> <p>Sous-destinations : établissements d'enseignement, de santé, et d'action sociale, salles d'art et de spectacle, équipements sportifs, autres équipements recevant du public</p> <p>d) Destinations : autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire</p> <p>Sous-destination : centre de congrès et d'exposition</p>
<p>2 – a) Destinations : commerce et activités de service</p> <p>Sous-destinations : commerce de détail, restauration, commerce de gros, activités de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle</p> <p>b) Destinations : équipement d'intérêt collectif et services publics</p> <p>Sous-destinations : locaux et bureaux accueillant du public, des administrations publiques et assimilés</p> <p>c) Destinations : autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire</p> <p>Sous-destination : bureaux</p>
<p>3 – a) Destinations : commerce et activités de service</p> <p>Sous-destination : artisanat</p> <p>b) Destination : autres destination : industrie</p>
<p>4 – Destination : autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire</p> <p>Sous-destination : entrepôt</p>
<p>5 – Destinations : équipements d'intérêt collectif et services publics</p> <p>Sous-destinations : locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés</p>
<p>6 – Destinations : exploitation agricole, exploitation forestière</p>

**Le caractère urbanisé ou non d'un espace doit s'apprécier en fonction de la réalité. Il correspond à la photographie de l'état de l'urbanisation au moment de l'analyse du projet. L'analyse se base sur la continuité de l'occupation des sols qui permet de définir des zones d'urbanisation continue.*

Commune de CHARNAS (07)

Carte des aïéas "effondrements localisés"

Annexe 4



Légende :

Niveaux d'aïéas	Types d'instabilités
■ Fort	Effondrement localisé
■ Moyen	Limite administrative
■ Faible	Limite de commune
Ouvrages	Géologie
■ Puits matérialisé	Filon
■ Puits localisé	
Entrée de galerie matérialisée	
Entrée de galerie localisée	
Excavation matérialisée	
Excavation localisée	
Travaux miniers indifférenciés	

Echelles

Carte de localisation / 1/10 000

Zoom : 1 / 2500

GEODERIS

Fonds cartographiques :

Scan 25 000 (Lambert 93) de 2010 selon le protocole IGN/MEEDM

BD ORTHO (Lambert 93) de 2007 et 2010 selon le protocole IGN/MEEDM

GEODERIS S201510900DE - 15RHA22020

Octobre 2015